

## NAZISME ET STALINISME

Limites d'une comparaison

[Ian Kershaw](#)

Gallimard | « Le Débat »

1996/2 n° 89 | pages 177 à 190

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070744626

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-debat-1996-2-page-177.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Ian Kershaw

# Nazisme et stalinisme

## *Limites d'une comparaison*

### Une comparaison ressuscitée

---

Les comparaisons entre communisme et fascisme remontent aux années 1920, entre l'Union soviétique de Staline et l'Allemagne de Hitler aux années 1930. Elles se fondaient généralement sur le concept de « totalitarisme », d'abord employé par la gauche antifasciste italienne, au début des années 1920, puis repris par Mussolini lui-même pour vanter ses desseins. Sous la plume des observateurs politiques, l'usage de ce vocable s'est alors imposé pour dépeindre le fascisme et le communisme comme l'antithèse de la démocratie libérale. Leur similitude, aux yeux de ces observateurs contemporains, tenait à leur ambition de mobilisation totale dans l'intérêt d'idéologies monopolistiques qui, bien que profondément hostiles l'une à l'autre, n'en représentaient pas moins des attaques également frontales contre les fondements de la démocratie. Le caractère terroriste de l'Allemagne hitlérienne et de la Russie stalinienne ne fit qu'encourager cette insistance sur leur similitude intrinsèque au cours des années 1930. Le pacte germano-soviétique de 1939 parut apporter la preuve cynique du théorème totalitaire. Puis, la notion de totalitarisme est tombée en désuétude au début des années 1940, avec l'invasion de l'Union soviétique par les troupes hitlériennes, et le ralliement de celle-ci à la grande alliance contre le III<sup>e</sup> Reich. Mais ce fut pour resurgir avec d'autant plus de vigueur au cours de la guerre froide. *Les Origines du totalitarisme* de Hannah Arendt, paru en 1951<sup>1</sup>, et le fameux « syndrome en six points » du totalitarisme de Carl Friedrich, publié en 1954<sup>2</sup>, restent les produits les plus marquants de l'historiographie de cette époque, associant les fléaux du régime nazi disparu au régime communiste qui apparaissait désormais comme la principale menace pour l'Occident.

Le présent article reprend le texte d'une conférence prononcée à l'Institut historique allemand de Paris, le 27 novembre 1995, à l'invitation de l'Institut d'histoire du temps présent.

1. Hannah Arendt, *Le Système totalitaire*, trad. fr., (partielle) par J.-L. Bourget, R. Davreu et P. Lévy, Paris, Éd. du Seuil, 1972.

2. Carl Friedrich (éd.), *Totalitarianism*, Harvard University Press, 1954. Cet ouvrage comme les thèses de Hannah Arendt sont plus particulièrement discutés dans Ian Kershaw, « Retour sur le totalitarisme : le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative » (trad. P.-E. Dauzat), *Esprit*, janvier-février 1996. Voir également son *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, trad. fr. J. Carnaud, Paris, Gallimard, 1992.

Ian Kershaw est notamment l'auteur de *Qu'est-ce que le nazisme ?* (Gallimard, « Folio histoire », 1992) et de *L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière, 1935-1945* (C.N.R.S. Éditions, 1995). Il vient de publier *Hitler. Essai sur le charisme en politique* (Gallimard, 1995).

Les changements intellectuels provoqués par les tumultes étudiants des années 1960 se soldèrent par une remise en cause de la notion de totalitarisme, qui régnait alors sans partage. La floraison des théories marxistes les plus diverses et, avec elles, la concentration accrue sur les liens entre le fascisme et le capitalisme devaient déboucher sur une critique en règle du concept de totalitarisme, s'accompagnant, il faut le reconnaître, de positions assez peu critiques à l'égard de l'Union soviétique. Bien qu'il n'ait jamais disparu, le concept de totalitarisme a donc été largement discrédité auprès des intellectuels, la plupart des historiens et des politologues jugeant éminemment douteuse l'idée, implicite dans ce concept, que le nazisme et le communisme auraient plus de points communs que de facteurs de divergence. Mais depuis la fin de l'empire soviétique, symbolisée par la chute du mur de Berlin en novembre 1989, on a assisté à un nouveau revirement.

### *Comparaison populaire, comparaison savante*

Le concept de totalitarisme a repris du service, et pas simplement du fait de la droite conservatrice. La comparaison entre communisme et fascisme – deux systèmes qui appartiennent désormais au passé – pour en suggérer les similitudes plutôt qu'en souligner la singularité est redevenue un lieu commun. Au niveau populaire, les récits émouvants des victimes des régimes communistes en Europe de l'Est et en U.R.S.S. ont contribué à faire de nouveau apparaître la répression et la terreur comme les pierres de touche de ces systèmes. Ainsi a-t-on été amené à mettre une fois de plus l'accent sur l'impuissance de l'individu face à un appareil d'État envahissant, tandis que la misère des victimes de ces redoutables régimes de notre temps réveillait l'écho du nazisme, perçu comme un autre régime totalitaire, quoique disparu de longue date. C'est peut-être en Allemagne, où les dictatures nazie et communiste se sont succédé sur le même sol, que cet empressement à comparer la R.D.A. au III<sup>e</sup> Reich est le plus compréhensible. Que cette comparaison soit féconde ou non est une toute autre question.

Sur un plan intellectuel, il y a eu des signes d'un changement de paradigme en historiographie bien avant la fin du système soviétique. Au centre droit, le concept de totalitarisme a toujours été particulièrement résistant au changement. Mais c'est dans les années 1980 qu'Ernst Nolte, un ancien élève de Heidegger devenu historien, élaborait une nouvelle approche originale et fortement controversée. Dès son premier livre influent, paru en 1963 sous le titre *Der Faschismus in seiner Epoche*<sup>3</sup>, Nolte voyait dans le fascisme une image spéculaire du communisme : « Le fascisme est un antimarxisme qui cherche à détruire l'ennemi en élaborant une idéologie radicalement opposée, bien qu'apparentée, et en employant des méthodes quasiment identiques, quoique typiquement modifiées, mais toujours dans le cadre inébranlable de l'affirmation et de l'autonomie nationales. » Comme Nolte le reconnaissait lui-même, sa définition impliquait que « sans le marxisme, il n'y a pas de fascisme<sup>4</sup> ». Ainsi, il sous-entendait déjà que le marxisme était la cause du fascisme. Mais au milieu des années 1980, ses articles qui déclenchèrent le *Historikerstreit* et son *Der europäische Bürgerkrieg* (1987) allèrent beaucoup plus loin dans ce sens. Surtout, Nolte insinua que le « génocide racial » des nazis avait été une réaction au « génocide de classe » des bolcheviks ; le Goulag était l'original, Auschwitz la copie, le génocide nazi ne se distinguant que par ses méthodes d'extermination. Bref, de son point de vue, le nazisme avait été une réponse au communisme. Le premier mal était, à l'évidence, le bolchevisme.

3. Ernst Nolte, *Le Fascisme en son époque*, trad. fr. par P. Stéphanou, 3 vol., Paris, Julliard, 1970.

4. *Ibid.*, vol. 1 (traduction modifiée).

Le bruit suscité en France par l'ouvrage de François Furet, *Le Passé d'une illusion*, tient sans doute pour une bonne part au fait qu'il a enfreint des tabous, brisé des idoles, détruit les vieilles images de la gauche dont les anciens défenseurs intellectuels sont désormais affaiblis, voire impuissants. Dans sa comparaison du communisme et du fascisme, du stalinisme et du nazisme, Furet ne va pas aussi loin que Nolte. S'agissant du prétendu lien causal entre les meurtres de classe des bolcheviks et les meurtres raciaux des nazis, il prend ses distances. Mais, sur bien des points, l'analyse de Nolte force son admiration<sup>5</sup>. Dans son approche telle que je la comprends, le communisme et le fascisme sont des frères jumeaux qui, malgré leurs différences, ont la même origine. Tous deux « naissent du même sol, la guerre ; ils sont les enfants de la même histoire<sup>6</sup> ». Il s'agit de formes violentes apparentées, quoique opposées, de la mobilisation anti-démocratique à « l'ère des masses<sup>7</sup> ». Tout cela paraît très proche des thèses défendues par Nolte en 1963. Préfigurée par les régimes de Lénine et de Mussolini, leur forme extrême – qui est aussi la plus authentique, comme il ressort clairement de l'analyse – est à chercher du côté des « deux grands monstres du siècle » : « Le bolchevisme stalinisé et le national-socialisme constituent les deux exemples des régimes totalitaires du xx<sup>e</sup> siècle. Non seulement ils sont comparables, mais ils forment en quelque sorte à eux deux une catégorie politique [...]<sup>8</sup>. » L'opposition classique de leurs idéologies n'empêche nullement de voir dans les régimes des systèmes politiques identifiables<sup>9</sup>. Furet cite longuement, d'un ton approbateur, un petit livre paru en 1935 en Suisse sous le titre *Der Bolshevismus als Weltsgefahr*. Son auteur, Waldemar Gurian, Juif allemand exilé et converti au catholicisme, y présente Hitler comme « le frère tardif de Lénine » et le national-socialisme comme un « bolchevisme brun<sup>10</sup> ».

Dans un entretien paru récemment à propos de son livre, François Furet va jusqu'à prétendre que l'idéologie fasciste est moins menteuse que l'idéologie communiste, laquelle put masquer sa férocité derrière « la douceur de l'idée démocratique » et l'illusion d'un « avenir neuf », d'une « humanité nouvelle » susceptibles de recouvrir toutes les tares présentes des régimes communistes existants<sup>11</sup>. Bien entendu. Furet perçoit aussi des différences significatives entre le fascisme et le communisme. L'une d'elles, patente, est le traitement de la question de la propriété privée<sup>12</sup>. Il souligne aussi « une autre des grandes différences entre totalitarisme communiste et totalitarisme nazi » (notez comment le « totalitarisme » recouvre désormais la totalité du communisme dans une comparaison avec le nazisme) : « Le premier a tyrannisé le peuple de l'U.R.S.S. avant tout, alors que le second a sévi par préférence » – *par préférence ?*, une simple affaire de choix ? – « en dehors de l'Allemagne<sup>13</sup>. » Malgré ces différences, il n'a aucun doute sur la similitude essentielle des deux systèmes, voire leur identité, à bien des égards : « Communisme et fascisme [...] comportent tous les deux le règne sans partage du parti-État, le culte du chef, l'absence de droit, la terreur, la persécution des Églises, les camps<sup>14</sup>. » Observez qu'il parie ici du communisme et du fascisme en général, non du stalinisme et du nazisme en particulier.

5. François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Fayard, 1995, p. 196 n.

6. *Ibid.*, p. 197.

7. *Ibid.*, pp. 197-198.

8. *Ibid.*, p. 216.

9. *Ibid.*, p. 217.

10. *Ibid.*, pp. 242-243.

11. « Entretien avec François Furet », *Les Cahiers d'histoire sociale*, été/automne 1995, n° 4, pp. 149-154, ici p. 151.

12. *Ibid.*, p. 152.

13. *Ibid.*, p. 153.

14. *Ibid.*, p. 152.

Quoi qu'aient pu dire ses détracteurs, Nolte a eu une influence certaine en Allemagne. Des historiens et publicistes de la jeune génération se sont emparés avidement de diverses parties de son approche, impatients de briser les tabous et de bousculer l'ancienne orthodoxie de la gauche libérale. Ainsi a-t-on dépeint Hitler sous les traits d'un social-révolutionnaire ambitionnant de moderniser la société allemande. Bref, Hitler serait une image spéculaire de Staline, tous deux incarnant deux approches du « visage totalitaire de la modernité<sup>15</sup> ». En France, tout indique que Furet aura, lui aussi, une grande influence sur la manière de considérer le fascisme et le communisme.

### *Comparaison théorique, comparaison empirique*

Nos façons d'envisager le passé ne demeurent pas statiques. Essayer de repenser des choses que l'on tenait souvent pour acquises, de réviser des positions, est en principe une bonne chose. La comparaison entre le fascisme et le communisme, je l'ai dit en commençant, remonte aux années 1920. Elle est tout à la fois évidente, possible et inévitable. Il est aussi parfaitement *légitime* de comparer le stalinisme et le nazisme. Au demeurant, la comparaison empirique est le laboratoire expérimental de l'historien. À ceux qui refusent toute valeur à la comparaison, en expliquant que l'histoire s'intéresse à l'unique, on répondra simplement qu'on ne saurait établir l'unicité d'un événement qu'à travers la comparaison. La question mérite cependant d'être posée : que cherche-t-on à montrer avec cette comparaison, cette nouvelle invocation du concept de totalitarisme ? Quelle est son ambition explicative ? Il n'est pas toujours facile de distinguer les prises de position politiques et idéologiques de la quête purement intellectuelle de nouvelles lumières sur la sinistre histoire de notre siècle. Hormis dans les rangs d'une extrême droite résiduelle, le nazisme, écrasé en 1945, ne compte plus de défenseurs. En tant que forme étatique, le communisme a largement disparu lui aussi (exception faite de la Chine, de Cuba et de la Corée du Nord). En tout état de cause, il a cessé d'être une menace mondiale, et relativement peu de gens pleurent sa disparition. En revanche, beaucoup plus nombreux sont ceux qui déplorent l'irréparable outrage à un idéal, ou à une « illusion » comme dirait Furet. Mettre dans le même sac les systèmes étatiques du nazisme et du communisme a un double effet, qui répond vraisemblablement à l'intention de ceux qui le font : miner l'admiration que peut encore susciter le système soviétique, mais aussi les idéaux attachés à l'image d'une société future fondée sur les principes du socialisme. Lorsqu'une analyse historique a des conséquences aussi graves, il est d'autant plus important que la comparaison soit saine.

Mes propres conclusions sont doubles : la comparaison théorique du nazisme et du stalinisme sur la base du concept de totalitarisme est limitée et superficielle ; et la comparaison empirique est plus utile pour dévoiler des différences que pour révéler des similitudes entre les deux systèmes. Si inévitable qu'elle soit, je persiste donc à croire cette comparaison incertaine.

### Le concept de totalitarisme

Les limites du concept de totalitarisme sont considérables et, à mon sens, elles l'emportent sur ses avantages. Dans l'entre-deux-guerres, l'adjectif « totalitaire » avait les faveurs des partisans d'une nouvelle

15. Rainer Zitelmann, « Die totalitäre Seite der Moderne », in Michael Prinz et Rainer Zitelmann (éd.), *Nationalsozialismus und Modernisierung*, Darmstadt, 1991, pp. 1-20.

forme de régime politique, qui l'employaient de deux manières bien distinctes : il y en avait un usage étatiste (par exemple chez Giovanni Gentile, l'idéologue en chef du fascisme italien, et chez Carl Schmitt, l'éminent constitutionnaliste allemand), qui cherchait le moyen, pour l'État total, de surmonter la division démocratique de l'État et de la société ; et un usage « activiste », qui privilégiait la « mobilisation totale » (ainsi de Mussolini ou d'Ernst Jünger). D'une certaine façon, ces deux usages trouvent un écho dans les ouvrages sur le totalitarisme les plus influents qui soient parus après la guerre. Dans son étude émouvante et passionnée, Hannah Arendt insistait sur le dynamisme, la radicalisation et les tendances antistrukturelles du pouvoir totalitaire. Carl Friedrich, en revanche, en mettait en évidence les aspects étatistes (et statiques) : une idéologie officielle, un parti unique de masse, une surveillance policière de caractère terroriste, le monopole des médias, le monopole des armements et le contrôle centralisé de l'économie. Tout en critiquant Carl Friedrich, le spécialiste de l'Union soviétique Léonard Schapiro se borna néanmoins à proposer, en 1973, une nouvelle définition structurelle du totalitarisme. François Furet, on l'a dit, insiste sur les mêmes caractéristiques déjà soulignées par C. Friedrich, L. Schapiro et d'autres.

### *Un concept sans théorie*

Quelle que soit l'approche retenue, le totalitarisme n'est jamais qu'un concept, pas une théorie. Il offre un raccourci intellectuel, non une explication. Il décrit des techniques et des instruments de pouvoir similaires. Il n'a pas grand-chose à nous apprendre, sinon rien, sur le comment ou le pourquoi de leur apparition. Dire que le bolchevisme et le fascisme sont tous deux des produits de la guerre ne nous mène pas bien loin, et, en tout état de cause, ce n'est que partiellement exact. Furet affirme qu'il se sert du « totalitarisme » comme d'un « type idéal ». Mais son modèle ne contient que deux membres qui, par l'image qu'ils avaient d'eux, leurs actions et leurs idéologies, étaient diamétralement opposés l'un à l'autre. C'est un type idéal d'une espèce peu commune que celui-là. D'ordinaire, les regroupements génériques de systèmes politiques – démocratie, fascisme, absolutisme, féodalisme, etc. – reposent sur une similitude d'essence acceptée. Dans le cas du totalitarisme, on ne saurait la tenir pour acquise. Pour ne prendre que l'exemple évident de la sphère économique – je m'en tiendrai là, pour l'instant –, les différences sont profondes, non superficielles.

Il y a deux usages du totalitarisme, que l'on confond très facilement : au sens strict, il sert à comparer les régimes de Staline et de Hitler ; au sens large, à comparer le communisme, en tant que forme étatique, au nazisme (ou au fascisme). L'usage élargi, qui est naturellement un moyen de s'en prendre au communisme plutôt qu'au nazisme, équivaut à un escamotage. François Furet, on l'a vu, décline à grands traits quelques points communs, à ses yeux, du communisme et du fascisme (sans se limiter, en l'occurrence, au stalinisme et au nazisme). On y trouve le culte du chef, l'absence de droit, la terreur et les camps. À n'en point douter, c'étaient là des traits du régime de Staline comme de celui de Hitler. (Je reviendrai sur leurs différences concrètes.) Mais si nous parlons du fascisme, et pas simplement du nazisme, le régime de Mussolini leur était-il comparable par le caractère ou l'ampleur de sa terreur ? Y avait-il vraiment un culte du chef dans l'Union soviétique de Tchernenko, dirigeant dont le charisme était si débordant que c'est à peine si on a vu la différence quand il est mort ? Et peut-on vraiment présenter l'Union soviétique post-stalinienne comme un régime terroriste ? Certes, on aurait tort de minimiser la répression permanente d'un État qui disposait d'un appareil de surveillance autrement plus sophistiqué que ceux de Staline ou de Hitler. Mais l'État soviétique et ses satellites évoluaient à l'ère post-stalinienne – longue de presque quatre décennies, soit trois fois plus que la durée de vie du III<sup>e</sup> Reich – sur la base d'un contrôle bureaucratique et de formes

légales reconnaissables. Celles-ci étaient indéniablement au service d'une idéologie d'État, mais elles étaient largement prévisibles, et non plus arbitraires, dans leur application. Quelles que soient les continuités évidentes entre le régime de Staline et le système soviétique post-stalinien, il est douteux qu'un modèle de totalitarisme conçu pour mettre en évidence les traits communs au stalinisme et au nazisme se prête à une application satisfaisante dans les deux cas. L'Union soviétique de Brejnev était sans conteste un système étatique rébarbatif, qui faisait peu de cas des libertés. Mais elle ne massacrait pas ses citoyens par milliers. Pas plus – puisque le modèle totalitaire insiste sur sa similitude foncière avec l'Allemagne nazie – qu'elle ne préparait des guerres d'impérialisme racial ou qu'elle ne mettait en œuvre des génocides. Tel que le définit François Furet, le concept de totalitarisme est largement statique : il insiste sur des aspects centraux du stalinisme, mais il est incapable de décrire correctement l'évolution du système soviétique sur près de soixante-dix ans.

### *La dynamique autoritaire*

Le « totalitarisme » ne conserve quelque valeur qu'à condition d'y voir non pas un ensemble statique de propriétés communes aux régimes communistes et fascistes, mais – à la suite de Hannah Arendt, plutôt que de Carl Friedrich, de Zbigniew Brzezinski ou de François Furet –, une phase dynamique de certains systèmes autoritaires modernes, non pas un système, mais un antisystème brisant l'institution même de l'État au lieu de le renforcer et prétendant exercer sur ses citoyens une domination totale qui n'est tenable que l'espace d'une période de bouleversements massifs, relativement courte et transitoire.

Les régimes de Staline et de Hitler ont tous deux miné les structures du gouvernement et de l'administration et, ce faisant, ont compromis la capacité de reproduction des systèmes. Dans les deux cas, le dynamisme révolutionnaire associé à des objectifs idéologiques à long terme, et imposé avec l'aval de l'État par un degré de violence sans précédent, a largement contribué à détruire les structures en place. Martin Broszat, qui fut jusqu'à sa mort, en 1990, l'un des plus éminents historiens du nazisme, avait en son temps souligné combien il était difficile de situer dans une typologie du pouvoir un système nazi qui se distinguait précisément par son caractère amorphe et son absence de structure. On pourrait en dire autant du régime stalinien, où la violence et les destructions massives visaient les piliers mêmes du régime, et dont l'absence de normes et de structures claires était la conséquence prévisible. Le manque de structure, la destruction du « système », est une façon de rattacher les régimes stalinien et nazi. Mais c'est, par là même, les distinguer l'un et l'autre des États communistes post-staliniens.

### *L'emprise totale*

Une autre manière d'envisager les parallèles est d'invoquer l'« emprise totale » à laquelle prétendait chacun des deux régimes sur la société qu'il dominait. Par des niveaux sans précédent, mais très variables, de terreur et de manipulation, le stalinisme et le nazisme ont cherché à homogénéiser et à mobiliser la population derrière des objectifs révolutionnaires de types très différents. Ils ne laissaient aucune place à quelque alternative que ce soit et mettaient à contribution l'âme aussi bien que le corps. Mais dans les faits, l'idéal orwellien demeurerait inaccessible. Dans *L'Opinion allemande sous le nazisme*<sup>16</sup>, j'ai essayé de montrer

16. Ian Kershaw, *L'Opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945* (1983), trad. P.-E. Dauzat, Paris, C.N.R.S. Éditions, 1995.



à quelles difficultés se sont heurtés les nazis dans leurs efforts pour changer la conscience publique. Sous le vernis de la présumée « société totalitaire » atomisée, survécurent des valeurs et des formes de comportement traditionnelles qui, souvent, se révélèrent étonnamment résistantes aux incursions de la propagande et de l'endoctrinement nazis. Il n'existe pas, à ma connaissance, de recherches analogues sur la société soviétique sous Staline, mais, bien que largement inspirée par le modèle totalitaire, la brillante étude pionnière de Merle Fainsod, *Smolensk under Soviet Rule*<sup>17</sup> va largement dans le même sens.

En théorie, cette volonté d'emprise totale était malgré tout bien réelle. On peut, à bon droit, considérer que les deux régimes s'efforcèrent de politiser tous les aspects de la vie sociale en donnant à l'usage de la force, aux essais de contrôle systématique et de manipulation, et à la mobilisation plébiscitaire derrière les dirigeants une ampleur sans précédent. C'est ce qui distingue le stalinisme et le nazisme (mais peut-être aussi la Chine de Mao à ses débuts et sous la révolution culturelle) des autres formes de dictature moderne. Cependant, l'emprise totale et l'effondrement des structures n'étaient concevables que dans une phase certes terrible, mais transitoire, de crise et de bouleversement. Dans le cas du III<sup>e</sup> Reich, c'est une défaite cataclysmique qui a mis fin à cette phase. À la mort de Staline, l'Union soviétique s'est progressivement normalisée en un autoritarisme « conservateur » répressif et corrompu, dont l'élan idéologique n'était plus que rhétorique creuse, qui devait sa cohésion idéologique à la guerre froide et n'avait plus que des objectifs limités d'endiguement.

## Contrastes

Bien entendu, les étiquettes n'ont pas nécessairement d'importance. À défaut d'employer « totalitarisme », il faudrait un autre terme pour distinguer le nazisme et le stalinisme, considérés ensemble, des autres dictatures modernes. En tout état de cause, quand bien même nous le souhaiterions, il serait impossible de gommer purement et simplement ce concept. J'ai donné des raisons suggérant qu'il garde une certaine utilité, si limitée soit-elle. En revanche, il doit être absolument récusé quand il n'est qu'un simple instrument idéologique pour discréditer le régime communiste sous toutes ses formes (ou l'idée même de communisme), en l'associant, voire en l'assimilant implicitement, au nazisme. Les modèles conceptuels, y compris ceux du fascisme et du totalitarisme, doivent reposer sur des bases saines. La tâche première de l'historien est d'établir, aussi exactement que possible, les bases empiriques de la connaissance du passé sans lesquelles on ne saurait imaginer des outils conceptuels dignes de ce nom. Une comparaison empirique – je tâcherai de le montrer – fait apparaître que les similitudes entre le nazisme et le stalinisme, même touchant aux instruments de domination, sont hautement superficielles, et met en évidence des différences fondamentales.

J'ai énuméré plus haut les caractéristiques qui, selon François Furet, définissent le communisme et le fascisme – il serait plus juste de dire le stalinisme et le nazisme : le parti-État, le culte du chef, l'absence de droit, la terreur, la persécution des Églises, les camps. Je bornerai ici ma comparaison à la terreur et au culte du chef.

Mais qu'on me permette de signaler simplement, en passant, que la description de ces régimes comme partis-États se prête aussi à des raffinements, outre qu'il a existé (ou qu'il existe) bien d'autres « partis-

17. Merle Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline* (1958), trad. G. Bernier, Paris, Fayard, 1967.



États », que l'on ne tient pas d'ordinaire pour totalitaires. Le parti nazi – mouvement de protestation massif et socialement hétérogène apparu dans une société hautement développée et politiquement pluraliste – était d'une tout autre nature que le P.C.U.S., qui, faute d'être implanté dans les masses, a dû associer les préjugés traditionnels et les espérances nouvelles d'une paysannerie appauvrie et du prolétariat industriel. Loin d'avoir une importance secondaire, les origines sociales et politiques entièrement différentes des deux systèmes sont pour beaucoup dans leurs divergences sur le plan de l'idéologie, des objectifs et des structures. Et une fois au pouvoir, le parti nazi n'a jamais exercé sur l'appareil d'État une domination comparable à celle du parti communiste en U.R.S.S. Il n'est resté qu'une instance de pouvoir parmi d'autres, et aucunement la plus importante.

### *La terreur*

Le trait le plus évident que partagent les deux régimes est la terreur d'une ampleur sans précédent que fit régner l'État. Mais, là encore, loin d'être tangentielles, les différences sont fondamentales. François Furet lui-même observe que la terreur soviétique était largement tournée vers l'intérieur, contre la population de l'U.R.S.S., alors que la terreur nazie s'est déchaînée – « par préférence », précise-t-il – hors d'Allemagne. Mais il n'en tire pas les conséquences.

La terreur stalinienne s'est manifestée dans un pays qui, après les terribles souffrances de la Première Guerre mondiale, avait connu une révolution sanglante, suivie d'une guerre civile d'une horreur indescriptible avec force souffrances et bains de sang. Avant même Staline, la violence civile avait pris une ampleur incomparablement supérieure à ce qu'elle fut en Allemagne, même sous ce qu'on a appelé la « guerre civile larvée » de la République de Weimar. Qui plus est, la terreur stalinienne a été populaire auprès de larges couches de la population. À certains égards, elle fut une suite directe de la guerre civile. Dans ses grandes vagues du début et du milieu des années 1930, elle a pris pour cible d'importantes sections de la population, dans le dessein de restructurer et de moderniser l'économie le plus rapidement possible. De ce point de vue, elle a probablement été antiproductive. La terreur engendra sa propre dynamique. Se propageant d'elle-même, elle créa une insécurité considérable. Nul n'était à l'abri. La tromperie, la trahison, la dénonciation et la peur se répandirent à travers toute la société. Et à la fin des années 1930, la propre paranoïa de Staline lui donna des proportions totalement irrationnelles. Sa méfiance pathologique n'épargnant même plus ses subordonnés les plus dévoués, il retourna la terreur contre le parti, le haut commandement militaire, les responsables économiques, la direction de la police secrète et les membres de son Politburo. Les purges et l'insécurité chronique devinrent les traits majeurs d'un régime visant à asseoir le pouvoir personnel de Staline en éliminant les ennemis de l'intérieur, réels ou, de plus en plus, imaginaires. Si horrible que fût la terreur stalinienne, elle n'était pas dans la nature même du pouvoir soviétique. Après la mort de Staline, l'arbitraire diminua sensiblement, laissant place à une répression résiduelle s'accompagnant d'une normalisation bureaucratique.

La terreur nazie était d'une nature très différente. En Allemagne même, dans les années 1930, elle prit pour cible les sections les plus faibles de la société, victimes de la discrimination. Exploitant les préjugés traditionnels contre les juifs et d'autres parias sociaux, ainsi que l'antagonisme viscéral contre les socialistes et les communistes, la persécution avait pour dessein de consolider le consensus dans la majorité de la population, qui n'était pas directement menacée. La société était donc divisée, avec d'un côté ceux qui appartenaient à la « communauté nationale » et, de l'autre, ceux qui en étaient exclus. De

ce point de vue, la terreur suivait des lignes relativement prévisibles. Ceux qui n'appartenaient pas aux groupes visés par l'idéologie du régime, et qui veillaient à ne pas se signaler, étaient relativement en sécurité.

Tout au long des années 1930, l'Allemagne préserva pour l'essentiel un système légal déjà ancien et hautement développé, quoique de plus en plus battu en brèche. Les rapports de forces décidaient aussi du choix des victimes. Les officiers, les chefs d'entreprise, les propriétaires fonciers, l'épiscopat – les « gros bataillons » de la société – étaient rarement menacés, alors que les communistes, les socialistes, les juifs, les Tziganes, les homosexuels, les mendiants, les Témoins de Jéhovah se retrouvaient en camps de concentration ou souffraient de persécutions haineuses. Tout cela ne devait donner qu'un avant-goût de ce qui allait se passer hors d'Allemagne, dans les territoires occupés, surtout en Europe de l'Est et en Union soviétique, dans les années de guerre. Ce n'est pas, comme le laisse entendre François Furet, « par préférence » que la terreur nazie s'est déchaînée hors d'Allemagne. La répression, la persécution et la terreur étaient autant d'instruments de la mission de purification raciale qui était au cœur du credo nazi. Elles étaient dans la nature même du nazisme, comme jamais la terreur ne le fut dans celle du communisme. Sitôt la guerre commencée, au nom de cette « mission » sans fin de conquête raciale et de domination, les populations conquises des territoires occupés – essentiellement les juifs, voués à l'extermination – ont fait les frais de l'escalade de la terreur. Dans les dernières années de la guerre, alors que l'Allemagne allait au-devant de la défaite, la terreur toujours plus arbitraire d'un régime qui se débattait dans les affres de la mort rejaillit sur le peuple allemand, qui s'y trouva beaucoup plus exposé qu'il ne l'avait été au cours des années 1930.

Le régime stalinien a fait plus de victimes que le nazisme. Mais l'objectif n'était pas l'extermination de tous les ressortissants d'un groupe ethnique, jusqu'au dernier. Le Goulag ne fut pas l'équivalent soviétique de Treblinka. De même, si terrible qu'elle ait été, l'offensive contre les koulaks n'était pas aussi dénuée de rationalité que l'extermination d'ouvriers juifs qualifiés, alors que l'industrie des armements manquait cruellement de main-d'œuvre, ou la mobilisation des transports pour acheminer les victimes jusqu'aux chambres à gaz, alors que les trains auraient pu servir aux déplacements des troupes. L'irrationalité foncière de la terreur nazie était à l'image des objectifs irrationnels du régime hitlérien.

### *Le culte du chef*

En ce qui concerne le culte du chef, une comparaison empirique montre de nouveau combien les similitudes entre stalinisme et nazisme sont superficielles. Elle confirme que si le nazisme a été un mouvement « charismatique » de type classique, tel n'était pas le cas du parti communiste soviétique. Et cette situation atteste les capacités de reproduction différentes des deux systèmes.

L'« autorité charismatique », telle que l'a conceptualisée Max Weber, suppose un chef investi d'une « mission » héroïque et auquel ses « fidèles » prêtent une certaine grandeur. Elle est par nature instable et, surgissant dans des périodes de crise, comme une solution « d'urgence », elle est doublement menacée d'effondrement : parce qu'elle est incapable de répondre aux attentes, ou parce qu'elle se « routinise » dans un « système » incapable de se perpétuer autrement qu'en perdant ou en subsumant son essence charismatique. L'autorité charismatique est donc la négation directe de l'autorité bureaucratique qui sous-tend tous les systèmes étatiques modernes.

S'agissant de Hitler, la pertinence de ce modèle saute aux yeux. Dans mon *Hitler. Essai sur le charisme en politique*<sup>18</sup>, j'ai tâché d'en montrer l'utilité pour comprendre la « radicalisation cumulative » du III<sup>e</sup> Reich. Le culte de Hitler fut non pas un sous-produit du nazisme, mais son foyer d'organisation et sa force idéologique motrice. Il formait un lien entre les masses et la motivation idéologique des dirigeants ; il servit à intégrer le mouvement nazi centrifuge, à activer les activistes, à avaliser et à légitimer une radicalisation initiée par d'autres.

En revanche, il est beaucoup plus difficile d'appliquer à Staline le modèle charismatique. Si Hitler fut l'incarnation d'un système de domination, Staline fût le produit d'un autre. Le nazisme et son idéologie étaient inséparables de Hitler. Le système soviétique et son idéologie marxiste-léniniste étaient antérieurs à Staline et lui survécurent. La « mission » résidait dans le parti communiste en tant que véhicule de la doctrine. Certes, pendant un temps, le culte de la personnalité menaça d'éclipser cette « mission ». Mais le culte fut un phénomène tardif, une greffe artificielle sur sa position de premier responsable du parti, ou de secrétaire général.

On aurait peine à imaginer un dirigeant moins bureaucratique que Hitler, alors qu'on a pu décrire Staline comme un « homme d'appareil »<sup>19</sup>. Passé les premières années, au cours desquelles le cabinet du Reich s'atrophia jusqu'à disparaître, Hitler ne devait plus présider le moindre conseil officiel. Staline, en revanche, présidait à tous les conseils importants et entendait concentrer toutes les responsabilités de décision au sein du Politburo. Il n'y eut jamais d'instance équivalente en Allemagne. Hitler s'opposa à la création d'un « Sénat du Parti » (tel le Grand Conseil fasciste qui finit par déposer Mussolini). Sitôt que le cabinet eut cessé d'exister, il refusa même d'autoriser ses ministres à se retrouver épisodiquement autour d'une chope de bière. L'allégeance personnelle, qui confinait presque à une forme moderne d'anarchie féodale, éclipse les positions officielles et constituait la véritable base des rapports de forces dans l'Allemagne nazie. Hitler se méfiait à l'évidence de tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à une limitation de son pouvoir absolu. Il fonda son autorité non pas sur des positions officielles, mais sur des relations d'allégeance qu'il pouvait toujours invoquer en temps de crise. Les purges, sur le modèle stalinien, n'ont jamais été un trait essentiel du pouvoir sous le III<sup>e</sup> Reich. Mais la superposition d'une autorité charismatique personnalisée et de structures bureaucratiques impersonnelles sapait inexorablement les structures institutionnalisées de l'administration, et ne pouvait qu'aboutir à l'effondrement de l'État, jusqu'à la disparition même du système. Étant donné son essence « charismatique », l'État hitlérien était sans doute incapable de se reproduire.

Dans le cas de Staline, le despotisme personnel a sans conteste miné et profondément ébranlé les normes bureaucratiques du gouvernement régulier. Mais les purges elles-mêmes n'ont pu venir à bout de la bureaucratie. Le nombre des administrateurs a au contraire augmenté au cours de ces années-là. Staline disparu, les interventions despotiques et arbitraires diminuèrent ; la bureaucratie de l'État s'imposa ; l'anarchie disparut et le système put se reproduire. Que l'État soviétique post-stalinien ait conservé certaines tendances à l'autodestruction est une autre question. Si tel est le cas, elles tenaient probablement à un système incapable de rivaliser dans une économie capitaliste internationale et une course aux armements excessivement coûteuse.

18. Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur le charisme en politique* (1991), trad. J. Carnaud et P.-E. Dauzat, Paris, Gallimard, 1995.

19. Ronald Grigor Suny, « Stalin and his Stalinism : Power and Authority in the Soviet Union », p. 2 ; communication à la conférence sur « la Russie et l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle » qui eut lieu à Philadelphie en septembre 1991. À paraître dans un volume dirigé par M. Lewin et I. Kershaw.

## Singularité du nazisme

Les liens entre le communisme et le fascisme – en un sens plus restreint, entre le stalinisme et le nazisme – sautent aux yeux. Tous deux sont nés d’une contestation contradictoire de la société bourgeoise libérale telle qu’elle existait avant la Première Guerre mondiale, laquelle a donné plus d’acuité à cette opposition sans merci. Tous deux se sont combattus, comme mouvements et comme régimes, dans les années 1920 et 1930. Puis le nazisme et le stalinisme se sont affrontés dans la guerre la plus terrible qu’on ait jamais connue : le meurtrier choc de Titans des années 1941 à 1945. La nature de la guerre qu’en mars 1941, trois mois avant l’invasion allemande, Hitler avait présentée à ses généraux comme une « guerre d’annihilation » porte la marque de l’image que se faisaient les nazis du « judéo-bolchevisme ». C’est dans ce climat qu’a pris forme la politique d’extermination des juifs.

Tout cela ne signifie en aucune façon que le nazisme et le communisme soient des phénomènes politiques similaires autrement qu’en surface, encore moins que le communisme ait été la *cause* du fascisme ou qu’il ait été, en définitive, responsable du génocide nazi. Le fascisme (au sens générique du mot), dont le national-socialisme fut une forme (et pas la plus typique), avait des racines autonomes dans l’amalgame de nationalisme intégral, de racisme et de darwinisme social qui se répandirent dans l’Europe fin de siècle, en particulier en Europe centrale. L’idéologie de Hitler, comme celle de nombre de ses premiers adeptes, s’est formée dans le contexte des idées pangermaniques qui faisaient florès à cette époque. On aurait peine à citer une seule idée de Hitler qui fût originale, qui n’eût déjà sa place dans le fatras des idées pangermaniques. Ces idées faisaient partie intégrante de la réponse de l’extrême droite à la crise du libéralisme et au défi des notions émancipatrices – des valeurs de la Révolution française, pour reprendre l’expression ordinairement employée. Parmi celles-ci, il y avait certainement l’internationalisme du mouvement ouvrier socialiste, ressenti comme une formidable provocation<sup>20</sup>. La colonisation de « l’espace vital » en Europe de l’Est et « l’élimination » – voire la « destruction » – des Juifs, notion vague mais implicitement porteuse de génocide, occupaient une place de choix dans les idées de la droite pangermanique. La cristallisation de l’antisémitisme fanatique de Hitler s’est opérée sous l’effet de la révolution allemande des années 1918-1919. Mais même à cette époque, les toutes premières expressions de sa haine des juifs et sa première formulation de ce que devrait être l’un des objectifs de la politique allemande – « l’élimination totale des juifs » – ont eu pour cadre un anticapitalisme populiste, non l’antibolchevisme. Hitler ne devait pleinement intégrer le *Lebensraum* à son idéologie qu’en 1925-1926, même si l’idée en avait germé dans son esprit dès la fin de l’année 1922. Autrement dit, l’idéologie de Hitler, comme celle de nombre de militants du mouvement nazi à ses débuts, a amalgamé l’antibolchevisme à un corpus d’idées de droite constitué dès le tournant du siècle. Partant, la valeur causale de l’antibolchevisme s’en trouve sensiblement réduite.

Au milieu des années 1920, le parti nazi fut sciemment organisé en un « mouvement charismatique » autour de la personne de Hitler. Cela s’explique par la situation intérieure de l’Allemagne, et même si l’exemple de la « marche sur Rome » de Mussolini a sans conteste laissé sa marque, l’organisation nazie n’avait cherché de modèle ni d’inspiration quelconque dans le communisme soviétique. Sitôt que Hitler eut pris le pouvoir, c’est l’État lui-même qui hérita de l’« autorité charismatique », devenue la caractéristique centrale du mouvement. Ce transfert devait miner et corroder progressivement les formes officielles du gouvernement,

20. Cf. Axel Schildt, « Radikale Antworten von rechts auf die Kulturkrise der Jahrhundertwende », *Jahrbuch für Antisemitismusforschung*, 4, 1995, p. 63-87, ici p. 65.

tout en focalisant peu à peu les objectifs et les motivations disparates de l'État et du mouvement sur un objectif « missionnaire » et, en définitive, sans fin : la purification ethnique à travers la domination raciale.

Au sein de la « famille » fasciste, le national-socialisme allemand demeure unique, la comparaison avec le stalinisme ne faisant que souligner cette singularité. On ne peut ni ne doit éviter cette comparaison. Mais il faut être précis en la matière, et mesurer combien les similitudes qu'elle dévoile sont superficielles.

L'une des tâches essentielles de l'histoire comparative est de révéler des différences aussi bien que d'établir des similitudes. Mais la comparaison du nazisme et du stalinisme ne s'arrête pas là : elle montre surtout l'unicité historique du national-socialisme. Toute l'histoire du <sup>xx</sup>e siècle se doit de prendre acte de cette singularité et de l'expliquer.

*Ian Kershaw.*

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.